



Cahier des charges

**Recrutement d'un opérateur de formation pour
un transfert d'expériences des dispositifs du
projet Avni Nou**



LISTE DES ACRONYMES	3
I. CONTEXTE DE L'INTERVENTION	4
A. CONTEXTE NATIONAL GLOBAL	4
B. CONTEXTE SECTORIEL	4
C. CONTEXTE SPECIFIQUE DU NORD-EST	5
D. MISSION D'EXPERTISE FRANCE DANS LE CADRE DU PROJET	5
II. MANDAT ET PRINCIPES D'INTERVENTION	6
A. LE MANDAT	6
B. PRINCIPES D'INTERVENTION ET APPROCHE	6
III. LOGIQUE D'INTERVENTION ET RESULTATS	7
A. RESULTATS ATTENDUS ET LIVRABLES	8
IV. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION	7
A. PRESTATION— RENFORCEMENT PEDAGOGIQUE	7
V. CHRONOGRAMME INDICATIF ET PROCESSUS DE SELECTION	8
PRESTATAIRE RECHERCHE	9
CRITERES D'ANALYSE ET DE SELECTION DES OFFRES	9

LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française du Développement
AUF	Agence universitaire de la francophonie
BDS	Bureaux de District Scolaire
CE	Conseil d'école
CECRL	Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues
CEEC	Commission épiscopale pour l'éducation catholique
COC	Cadre d'Orientation Curriculaire
COFIL	Comité de Pilotage de l'Intervention
CP	Conseiller pédagogique
CSCCA	Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif
DDE	Direction Départementale d'Éducation
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EF	Expertise France
EFACAP	École fondamentale d'Application Centre d'Appui Pédagogique
ENI	École Normale d'Instituteurs
FEPH	Fédération des écoles protestantes d'Haïti
FONHEP	Fondation haïtienne de l'enseignement privé
MENFP	Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
NECTAR	Projet Nouvelle Éducation Citoyenne et Tournée vers l'Avenir
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OF	Opérateurs de formation
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PDEF	Plan Décennal d'Éducation et de Formation
PDI	Personnes déplacées internes
PNEF	Politique Nationale d'Éducation et de Formation
PPA	Parité de pouvoir d'achat
S&E	Suivi & Évaluation
SAEPP	Service d'Appui à l'Enseignement Privé et du Partenariat
SAP	Service d'appui pédagogique
SERA	Suivi – Évaluation – Redevabilité - Apprentissage
UPNEF	Université Publique du Nord-Est à Fort-Liberté
USD	Unité Support Projet

I. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Intitulé de la mission	Transfert d'expériences des dispositifs du projet Avni Nou aux formateurs de formateurs
Pays	Haïti (Département du Nord-Est)
Bénéficiaire (s)	UPNEF, ENI, EFACAP et structures de la DDENE (25 écoles)
Lieu de travail	Fort-Liberté
Durée du contrat	3 mois
Durée de la prestation	22 jours
Montant estimatif du marché	20,000.00 USD

A. Contexte national global

Haïti traverse une crise multidimensionnelle profonde, combinant instabilité politique prolongée, insécurité généralisée, dégradation de la gouvernance publique et détérioration continue des conditions socioéconomiques. Cette situation affecte gravement la fourniture des services de base, en particulier dans le secteur de l'éducation, marqué par des fermetures d'écoles, l'abandon scolaire, l'exode des enseignants et l'affaiblissement des mécanismes de pilotage du système éducatif. Ces dynamiques accentuent les inégalités et compromettent durablement les perspectives d'apprentissage des enfants et des jeunes, dans un contexte économique caractérisé par une récession persistante, une inflation élevée et une hausse significative de pauvreté.

Cette crise structurelle est largement imputable à la mauvaise gouvernance et à l'absence de légitimité politique, la corruption systémique et les groupes armés contrôlant une grande partie du territoire. Elle engendre des conséquences humanitaires majeures, aggravées par les catastrophes naturelles, notamment une augmentation massive des déplacements internes et des retours forcés de migrants, principalement depuis la République dominicaine. Ces mouvements de population exercent une pression accrue sur des territoires déjà fragilisés, perturbent le fonctionnement des établissements scolaires et accentuent la vulnérabilité du système éducatif, dont la continuité est régulièrement compromise par l'insécurité et les crises sociopolitiques récurrentes.

B. Contexte sectoriel

La dégradation de la situation sécuritaire en Haïti, marquée par la montée en puissance des gangs armés et l'extension géographique de la violence, a des effets particulièrement délétères sur le système éducatif. La déscolarisation massive, les fermetures d'établissements et la mobilité contrainte des enseignants affectent des centaines de milliers d'élèves, notamment dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre, avant de s'étendre au Grand Nord. Ces perturbations s'inscrivent dans un système éducatif déjà fragilisé par une gouvernance centralisée, une faible couverture de l'enseignement public, une prolifération d'établissements privés peu régulés, des infrastructures insuffisantes et des taux élevés de décrochage et de redoublement. À ces contraintes s'ajoutent des

faiblesses structurelles liées à la sous-qualification des enseignants, particulièrement au niveau fondamental, et à l'inefficacité des pratiques pédagogiques, entraînant une perte significative de ressources publiques et de faibles performances scolaires.

Les difficultés sont accentuées par une tension linguistique persistante entre le créole et le français, qui affecte la qualité des apprentissages et le rendement des élèves, comme en témoignent les évaluations nationales et les résultats récents sur le niveau linguistique des enseignants. Conscientes de ces enjeux, les autorités haïtiennes ont adopté plusieurs cadres stratégiques visant à renforcer la gouvernance, professionnaliser les enseignants, réformer les curricula et promouvoir une approche pédagogique fondée sur les compétences et le multilinguisme. Dans ce contexte de crise prolongée, certains territoires relativement épargnés par l'insécurité, tels que le Nord-Est, disposent toutefois de marges de résilience. En s'appuyant sur cette stabilité relative, des interventions ciblées et rapides axées sur le renforcement des capacités, la gouvernance locale et la résilience communautaire constituent des leviers crédibles pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et, plus largement, pour le relèvement du pays.

C. Contexte spécifique du Nord-Est

Le département du Nord-Est concentre de manière particulièrement marquée les fragilités du système éducatif haïtien, du fait de sa situation frontalière et de la pression croissante exercée par l'arrivée de personnes déplacées internes et de migrants déportés depuis la République dominicaine. L'accès à l'éducation y demeure fortement contraint par une offre publique limitée, une dépendance majoritaire à des établissements privés ou communautaires faiblement régulés et un déficit important d'infrastructures scolaires, obligeant de nombreuses écoles à fonctionner dans des conditions précaires. Ces contraintes structurelles sont renforcées par des dynamiques migratoires spécifiques, notamment à Ouanaminthe, où l'afflux d'enfants hispanophones complique davantage l'intégration scolaire et accentue la saturation des établissements existants.

La qualité des apprentissages est en outre affectée par la sous-qualification persistante des enseignants, plus marquée encore dans le secteur non public, et par un pilotage pédagogique fragilisé par le recours à des vacataires multi-affectés. La mise en œuvre incomplète des réformes curriculaires, notamment du troisième cycle fondamental, témoigne de difficultés d'appropriation au niveau local. Bien que les acteurs intermédiaires comme les conseillers pédagogiques, inspecteurs et services d'appui pédagogique, constituent des relais essentiels pour l'accompagnement des écoles et des enseignants, leurs actions restent limitées par un manque de ressources, de formation continue, de coordination et d'outils pédagogiques adaptés. Ces insuffisances structurelles freinent la consolidation des capacités locales de formation et compromettent la durabilité des réformes éducatives engagées par le MENFP.

D. Mission d'Expertise France dans le cadre du projet

L'Action Education pour un Avenir en commun (phase II), soutenue par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative Team Europe, s'inscrit dans un contexte marqué par de fortes fragilités éducatives et institutionnelles, incluant d'éventuels retombés sur le département du Nord-Est. Elle vient compléter les actions de la phase I du programme, mises en œuvre avec l'appui de l'UNESCO, visant à renforcer la gouvernance de la Direction départementale d'éducation à travers l'amélioration de ses capacités d'encadrement administratif et pédagogique, le soutien aux structures locales de gestion

scolaire et le développement de politiques éducatives fondées sur des données probantes. L'ambition globale du programme est de faire de l'éducation un vecteur de cohésion sociale, de résilience et de stabilisation communautaire, en réduisant les inégalités éducatives dans les zones les plus vulnérables.

Dans ce cadre, l'intervention confiée à Expertise France se concentre sur le renforcement des compétences pédagogiques et professionnelles des enseignants et du personnel d'encadrement, ainsi que sur l'intégration des curricula rénovés du troisième cycle fondamental dans les écoles du département. Les actions prévues portent notamment sur la révision des contenus de formation, la mise en œuvre de dispositifs de formation continue axés sur la didactique des langues d'enseignement, la pédagogie active et les dimensions socio-émotionnelles, ainsi que sur l'accompagnement des acteurs éducatifs pour l'appropriation et l'application des nouveaux programmes en classe. Ces interventions visent à améliorer durablement la qualité des apprentissages et à soutenir la mise en œuvre effective de la réforme curriculaire au niveau local ainsi qu'un accompagnement des conseils d'école.

II. MANDAT ET PRINCIPES D'INTERVENTION

A. Le mandat

Le mandat consiste pour le prestataire, vis-à-vis de l'équipe départementale de formateurs de formateurs d'enseignants de faire un transfert d'expériences et une prise en main des modules et outils développés dans le cadre du projet AVNI NOU. Les formateurs de formateurs, issus des structures de formation initiale (ENI et UPNEF) recevront l'accompagnement pour former les formateurs d'enseignants qui formeront les enseignants et directeurs et assureront ensuite l'encadrement de proximité des écoles aux côtés de leurs directions (visites de classes, journées pédagogiques). Ces encadrants seront issus des structures départementales disposant des prérogatives de formation continue et d'encadrement des écoles (EFACAP, BDS et la DDE elle-même).

Pour le volet « renforcement du pilotage administratif et pédagogique des écoles et amélioration des pratiques enseignantes au cycle 2 » :

- Une équipe départementale de formateurs de formateurs bénéficieront du transfert d'expérience du projet Avni Nou. Cette équipe sera constituée de professeurs à l'université (l'UPNEF et l'ENI) et des responsables de la DDE (coordination du fondamental, SAP, SAEPP).
- Une équipe de formateurs d'enseignants et d'encadrement de proximité qui sera formée et préparée par l'équipe de formateurs de formateurs précitée. Cette équipe sera constituée de 14 membres issus des EFACAP et BDS de Fort Liberté et Ouanaminthe.
- Une équipe de formateurs d'enseignants, issus prioritairement des structures de proximité (EFACAP, BDS, ENI) assureront le suivi et accompagnement des équipes éducatives des écoles.

B. Principes d'intervention et approche

L'approche proposée par EF vise à capitaliser les acquis issus du projet phare en appui au MENFP : le projet Avni Nou (2022-2026) centré sur le renforcement pédagogique au cycle 2 et mis en œuvre dans les départements de l'Ouest et du Centre via trois opérateurs.

Principales interventions des prestataires et organisme

Avni Nou
10 Modules :
<ul style="list-style-type: none">• Gestion de proximité en milieu scolaire,

- Gestion de classe,
 - Gestion administrative et pédagogique de l'école,
 - Pédagogie active,
 - L'apprentissage socio-émotionnel/SEL,
 - Didactique de l'oral,
 - Initiation à l'APC,
 - Didactique de l'écrit ;
 - Gestion des risques de désastres et environnement durable (GRDED)
 - Continuité scolaire
- 280 Fiches pédagogiques validées
- L'utilisation, production et validation de supports pédagogiques pratiques : fiches pédagogiques ;
 - Développement et utilisation d'outils de suivi-accompagnement des enseignants ;
 - Mise en place de communautés de pratique regroupant enseignants et directeurs.

Adopter une approche participative

L'approche proposée ici vise donc à concentrer les ressources de l'Action sur le renforcement de capacités des acteurs publics départementaux pour en faire les opérateurs centraux des interventions auprès des communautés éducatives pour accompagner les cadres centraux du MENFP ayant participé à ces projets, à assurer un transfert d'expérience aux acteurs publics départementaux : Université, ENI, DDE, BDS, EFACAP. Dans ce cadre les synergies existantes entre le monde universitaire et les services d'appui aux écoles seront renforcées et développées.

III. LOGIQUE D'INTERVENTION ET RESULTATS

A. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION

- **Prestation 1 – Renforcement pédagogique**

Le premier axe de travail de cette composante visera le renforcement des compétences de formation et d'encadrement pédagogique départementales (action 1.1). Basé sur les acquis du projet Avni Nou, cette composante sera initiée par le lancement des opérations de transfert d'expérience des OF mobilisées dans le projet Avni Nou à destination de l'équipe mixte départementale de formateurs de formateurs, à travers différents ateliers réalisés à Fort Liberté. A ce premier palier de renforcement de compétence, la révision et l'amélioration des contenus pédagogiques et de formation des enseignants seront prises en compte par une adaptation, réajustement des modules validés selon les besoins précis du département. Cette équipe - qui disposera alors des compétences pour diffuser ces outils et pratiques au niveau des différents districts du département, sera appuyée par l'Intervention pour mener cette diffusion auprès des cadres éducatifs des deux districts de Fort Liberté et Ouanaminthe, en formant deux équipes de formation et d'encadrement des enseignants issus des EFACAP et BDS de ces deux districts, et de l'ENI de Fort Liberté.

Au démarrage de l'intervention, des concertations auront lieu avec les équipes éducatives de chaque école pour identifier les domaines de formation plébiscités par les acteurs, autour des modules élaborés dans le cadre du projet Avni Nou :

En fonction des réponses, des groupes seront constitués afin de proposer des programmes de formation au plus près des besoins. Le développement additionnel de certains modules de formation et/ou la conception de modules complémentaires pourront également être appuyés suite aux constats de la phase de lancement

et/ou les besoins exprimés par les écoles vis-à-vis des questions de genre et de bien être socio-émotionnel (cf. composante 3)

B. Résultats attendus et livrables

L'opérateur de formation doit apporter un accompagnement et assistance technique aux partenaires départementaux en vue d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves de l'enseignement de base du département NE.

1. Les formateurs de formateurs (UPNEF et ENI) reçoivent un transfert d'expériences du Projet AVNI NOU;
 - 1.1. Une méthodologie de travail est présentée ;
 - 1.2. Un bref rapport d'analyse des besoins et un plan d'adaptation des produits dans le Nord-Est sont fournis ;
 - 1.3. Douze (12) séances d'une journée de travail sont réalisées en atelier de co-construction ;

Un rapport pour chaque séance est soumis.

Les bénéficiaires directs du projet sont :

- Près de 5 000 élèves scolarisés dans les cycles 2 et 3 de 25 écoles du département du Nord Est, issues des deux districts de Fort Liberté et Ouanaminthe.
- Les enseignantes et enseignants, directrices et directeurs de ces élèves, soit 220 personnes environ.
- Les équipes de la DDE du Nord Est, des Bureaux de district scolaire (BDS) et des Ecoles fondamentales d'application-Centre d'appui pédagogiques (EFACAP) de Fort Liberté et Ouanaminthe et de l'École normale d'instituteurs (ENI) de Fort libéré, soit 25 personnes environ.
- Une quinzaine d'enseignants de la Faculté de Sciences de l'Éducation de l'Université Publique du Nord-Est à Fort Liberté (UPNEF) et ceux de l'ENI comme formateurs de formateurs.
- 25 conseils d'écoles

IV. CHRONOGRAMME INDICATIF ET PROCESSUS DE SELECTION

Afin d'adopter une démarche de proximité et sensible aux normes en présence, l'ensemble de ce processus sera confié à un opérateur de terrain. Cet opérateur sera mobilisé sur la base de ses compétences sur les thématiques concernées, ses expériences dans les approches orientées changement, leur ancrage sur le terrain et ses capacités de déploiement auprès des écoles.

Tableau 3 Les livrables et échéances

Livrables	Période prévue	Durée
Rapport d'analyse des besoins et un plan d'adaptation des produits dans le Nord-Est	08-12 juin 2026	5 jours
Rapport de chaque séance de transfert	15 au 30 juillet	12 jours
Rapport final de la prestation	3 au 7 août	5

QUALIFICATIONS RECHERCHEES

- Personne physique ou morale (organisme de droit public ou privé) justifiant de plus de 5 ans d'expériences dans les thématiques mentionnées et avec projets en référence.
- Expériences dans la mise en œuvre du projet Avni nou
- Expériences avérées en formation de formateur de formateurs.
- Expériences spécialisées en formation des enseignants.

La proposition devra démontrer les qualifications suivantes :

- **Expérience avérée dans la mise en œuvre de projets de formation de formateurs**
- **Expertise en ingénierie de projet**, incluant la définition de la stratégie de projet, définition des besoins, conception du projet, coordination des équipes et de l'action des formateurs, suivi et évaluation de projet (inclus projet de formation).
- **Compétences en expertise technique**, notamment des expériences avérées en formation de formateur.
- **Ingénierie pédagogique**, prenant en compte la Conception et mise en place de dispositifs de formation adaptés au public cible et répondant aux objectifs de formation et accompagnement dans les activités de mise en pratique et d'outils pour animer des formations, concevoir les modules, matériels et supports didactiques.
- Bonne connaissance du **contexte éducatif haïtien** et expérience de travail avec des institutions publiques, des organisations locales ou des projets de coopération internationale constitue un atout.
-

CRITERES D'ANALYSE ET DE SELECTION DES OFFRES

A. OFFRE TECHNIQUE (70%)

Critère n° 1 : Compréhension de la mission – 20 %:

1.1 La compréhension de la mission sera évaluée sur la base des éléments suivants :

Analyse des enjeux de la mission et pertinence de la description du service proposé, démontrant une bonne compréhension du contexte et des objectifs du projet ;

- **Ingénierie de projet** : Définition de la stratégie de projet, définition des besoins, conception du projet, coordination des équipes et de l'action des formateurs, suivi et évaluation de projet (inclus projet de formation).
- ;
- **Ingénierie pédagogique** Conception et mise en place de dispositifs de formation adaptés au public cible et répondant aux objectifs de formation et accompagnement dans les activités de mise en pratique et d'outils pour animer des formations, concevoir les modules, matériels et supports didactiques.
-
- 2 références de prestations similaires

Critère n° 1.2 :

Méthodologie de mise en œuvre – 30 %

Approche méthodologique permettant aux formateurs de mobiliser les méthodes actives en vue d'être modélisants lors de formation des formateurs d'enseignants.

La proposition sera évaluée sur :

- la pertinence et la cohérence de l'approche méthodologique proposée ;
- la planification des activités et le chronogramme de mise en œuvre ;
- l'organisation des activités de transfert d'expérience et de formation ;

Critère n° 1.3: Expérience et compétences démontrées dans la proposition et appréciées au regard des qualifications requises dans le Cahier des charges – 20 %

Ce critère sera évalué sur :

- l'expérience du prestataire dans la mise en œuvre de projets similaires ;
- l'expertise de l'équipe proposée dans les domaines de la formation, de l'ingénierie pédagogique et de l'accompagnement des acteurs éducatifs ;
- l'expérience dans des projets liés à l'éducation, à la formation de formateurs
- Expériences avérées en formation de formateur et mise en œuvre de projets communautaires (15%)

B. OFFRE FINANCIÈRE (30%)

Un budget détaillé doit accompagner l'offre technique avec un justificatif des coûts alloués par rubrique.

Qualités recherchées

- Expertise en la matière
- Ponctualité et le sens du sérieux.
- Capacité d'accompagnement des adultes en formation.